

Initiatives ministérielles

• (1605)

Au lieu d'adopter des lois qui nuisent à la famille, qui la détruisent, traitons-la donc d'une manière équitable dans nos lois fiscales, dans l'ensemble de nos programmes sociaux et dans les autres lois, surtout celles dont le ministre est responsable.

Je termine ma question en me reportant au contrôle des armes à feu. Si le contrôle proposé par le ministre doit empêcher les crimes avec violence, le ministre assume-t-il la responsabilité des crimes qui seront commis une fois que la loi sera en place? Quand il se rendra compte de l'échec total de sa loi sur le contrôle des armes à feu, le ministre franchira-t-il l'étape suivante qui consiste à confisquer toutes les armes à feu?

M. Rock: Monsieur le Président, les propos que je tiens aujourd'hui ne visent pas à culpabiliser le député ou toute autre personne. Je veux tout simplement que nous nous sentions tous responsables et que nous cherchions le moyen de corriger la situation.

Je ne vise pas les hommes blancs, les hommes d'âge moyen ou toute autre sous-catégorie de la population. Je veux que nous voyions la réalité en face. Il est évident que toute violence est inadmissible, mais il arrive parfois que la violence faite à un segment particulier de la société soit si évidente, si étendue, si enracinée dans notre culture qu'il faille prendre des mesures spéciales pour l'enrayer.

Permettez-moi de dire aux députés pourquoi je fais ces affirmations. En novembre 1993, Statistique Canada a publié les résultats d'une enquête unique au monde. Il a interviewé un grand segment de la population à propos de la violence. En fait, tous les répondants à l'enquête étaient des femmes.

Les résultats de l'enquête ont permis de constater entre autres que plus de la moitié des femmes interviewées ont déclaré avoir été victimes, au cours de leur vie adulte, d'un acte de violence commis par un homme. C'est quand même extraordinaire.

Qui suis-je? Je suis un Anglo-Saxon blanc d'âge moyen. Si les députés interrogeaient tous les hommes anglo-saxons blancs d'âge moyen, ils ne trouveraient pas le même nombre de victimes de violence que celui dont faisait état l'enquête que je viens de mentionner. Pourquoi ne pas ouvrir les yeux sur la réalité? Nous avons un problème, un problème qu'il faut régler.

L'homme qui a fait irruption à l'École polytechnique, en tenant un Ruger Mini-14 dans ses mains, il y a cinq ans aujourd'hui, a déclaré avant de tirer: «Amenez-moi les femmes. Je veux abattre les femmes.» Il a tué 14 femmes et en a blessé 13 autres. Il les a choisies au hasard. Il ne s'en est pas pris aux avocats anglo-saxons blancs d'âge moyen. Il s'est attaqué aux femmes, il faut accepter ce fait.

La violence nous entoure. Le député a-t-il regardé la télé récemment, a-t-il vu les vidéos de musique rock diffusées sur MTV ou la publicité où les femmes sont victimes de violence? C'est déplorable. Il faut que cela cesse. En agissant comme je le fais, je ne veux pas que les gens se sentent coupables.

Il est évident que j'appuie la famille. C'est d'ailleurs là où il faut entreprendre nos efforts. Nous devons apprendre à nos enfants à traiter les gens en êtres humains d'abord, peu importe leur sexe.

En ce qui concerne les mesures de contrôle des armes à feu, oui, je crois fermement qu'elles contribueront à réduire entre autres la violence familiale. Est-ce à dire que je prétends que ces mesures mettront un terme à tout jamais à cette forme de violence? Bien sûr que non, puisque nous ne pouvons pas aspirer à un monde parfait, mais je crois sincèrement qu'elles nous permettront d'améliorer la situation.

En terminant, je ne veux pas que le député se sente coupable, car il n'est pas dans notre intention de le culpabiliser pour des gestes posés par d'autres personnes. Nous voulons plutôt qu'il se sente, comme nous, responsable. Ensemble, les députés peuvent agir pour faire de ce monde un monde quelque peu meilleur.

Le vice-président: Il reste à peu près une minute, que je demanderai au député et au ministre de bien vouloir se partager.

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Monsieur le Président, faute de temps, je me contenterai de dire ce que j'ai à dire au ministre de la Justice.

Je l'ai entendu parler de prévention. Certes, la prévention est un élément clé dans la réduction de la violence qui se manifeste dans notre société. Je hais et méprise la violence autant que n'importe qui ici, peu importe contre qui elle s'exerce, mais je voudrais entendre le ministre parler plus souvent de «moyens de dissuasion», de «conséquences» et de «peines», de telle sorte que je puisse espérer que le ministre veillera à ce que les crimes violents soient plus sévèrement punis à l'avenir.

• (1610)

M. Rock: Je serai bref, monsieur le Président. Je me contenterai de dire que la dissuasion fait essentiellement partie de mon programme. C'est moi qui ai présenté ici la semaine dernière des dispositions portant à quatre ans la peine minimale ferme pour quiconque est reconnu coupable d'avoir utilisé une arme à feu pour commettre l'un ou l'autre d'une dizaine de délits graves, y compris le vol qualifié.

M. Thompson: Sans possibilité de libération conditionnelle?

M. Rock: Non, mais nous en discuterons au comité. C'est moi qui ai proposé...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps est écoulé.

Mme Sue Barnes (London—Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir l'occasion de parler de cette question aujourd'hui.

Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Havernick, Barbara Marta Klucknik, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arnault et Annie Turcotte. Ce sont là les noms des 14 femmes qui ont perdu la vie sans raison à l'École polytechnique il y a cinq ans.